

Bruxelles, le 10 octobre 2018

Analyse sectorielle des hôpitaux généraux: étude Maha 2018

Situation financière des hôpitaux généraux en Belgique

Des résultats en baisse qui risquent d'affecter les capacités du secteur hospitalier à affronter les défis et les réformes futurs

Depuis 24 ans, l'étude Maha (Model for Automatic Hospital Analyses) réalisée par Belfius analyse la situation financière des hôpitaux généraux en Belgique. Qu'ils soient privés ou publics, tous ont participé à cette édition basée sur les résultats de l'exercice bilantaire 2017. L'étude Maha 2018 donne donc l'image la plus complète de l'évolution du secteur.

Éléments clés 2017

- Les hôpitaux généraux analysés présentent en 2017 un bilan agrégé de 19,9 milliards d'euros, en progression de 2,9% par rapport à l'exercice précédent. La structure bilantaire des hôpitaux reste globalement saine. La part des fonds propres (définis au sens strict hors subsides d'investissement) par rapport au total du bilan s'établit à 22,8%, en amélioration par rapport à 2016 (22,5%). Le taux d'endettement financier (le degré de financement des hôpitaux auprès du secteur financier) s'élève à 35,9% du total bilan, soit un taux en recul par rapport à l'exercice précédent (36,6%). Enfin, le taux de liquidité, c'est-à-dire la capacité des hôpitaux à faire face à leurs engagements à court terme, est largement supérieur à l'unité (1,5).
- Les hôpitaux généraux **continuent à investir** dans des proportions comparables à celles de 2016 (près de 1,5 milliard d'euros). Comme l'exercice précédent, le flux d'investissement est toutefois concentré sur quelques hôpitaux qui mènent des projets de grandes envergures (nouvelles constructions). En corollaire à cet effort d'investissement consenti au cours de ces dernières années, l'encours des terrains et des bâtiments repris au bilan des hôpitaux progresse de 12,4% tandis que le niveau d'ancienneté des constructions hospitalières s'améliore (de 59% à 61% de la valeur comptable d'acquisition).
- Comme ces dernières années, la **progression du chiffre d'affaires** est restée très modérée (+2,7%) et a été principalement soutenue par l'évolution des produits pharmaceutiques, en concordance avec l'évolution des achats pharmaceutiques, (+11,1%) et des forfaits (+4,7%). Le budget des moyens financiers (BMF) et les honoraires, soit les deux principales composantes du chiffre d'affaires, enregistrent un nouveau ralentissement avec une croissance limitée des honoraires (+2,1%) et même une évolution légèrement négative pour le BMF (-0,1%) (mais compensée partiellement par une progression plus soutenue des autres produits d'exploitation).

- Pour la 2^e année consécutive, les **frais de personnel** (+3,7%) connaissent une progression plus élevée que le chiffre d'affaires (+2,7%). La progression observée en 2017 s'explique davantage par une progression du coût moyen salarial (+3,0%), liée notamment à l'indexation des salaires, que par une croissance du nombre d'ETP (+0,7%).
- Le **résultat courant** des hôpitaux généraux s'établit à 28,7 millions d'euros en 2017, en baisse de 67,1 millions d'euros par rapport à l'exercice précédent (soit -70%). En termes relatifs, le résultat courant ne représente plus que 0,2% du chiffre d'affaires contre plus de 1% en 2014 ce qui confirme la fragilité financière des institutions. Celle-ci se traduit également par la progression du nombre d'hôpitaux présentant un résultat courant déficitaire en 2017. On dénombre en effet 39 hôpitaux dans cette situation, soit plus de 40% de l'échantillon, contre 30 institutions en 2016.
- L'activité des services d'hospitalisation classique qui montrait déjà des signes de stagnation ces dernières années marque désormais un recul. Par rapport à 2016, le **nombre d'admissions hors hospitalisation de jour chirurgical** cesse d'augmenter, une réduction de -0,7% est à noter, tandis que le nombre de journées d'hospitalisation marque un recul plus prononcé de -2,4%. Alors que l'on assistait depuis plusieurs années à un processus de substitution de l'activité des services d'hospitalisation classique par l'hospitalisation de jour (en chirurgie) et les activités ambulatoires, le nombre d'admissions en hospitalisation de jour chirurgical enregistre lui aussi un recul de 1,2% en 2017.

Pour plus de détails

1. Chiffres-clés 2017 des hôpitaux généraux en Belgique¹

Données financières (2017) *	en millions EUR	Taux de croissance (p/r à 2016)
Chiffres d'affaires	14 510	2,7%
Budget des moyens financiers	5 351	-0,1%
Honoraires	5 941	2,1%
Rémunérations	6 243	3,7%
Résultat net d'exploitation	82	-47,7%
Résultat courant	29	-70,1%
Résultat de l'exercice	130	-48,8%
Total Bilan	19 912	2,9%
Immobilisations corporelles	10 721	5,6%
Capitaux propres	6 859	2,6%
Ratios financiers	2016	2017
Taux de solvabilité (sens strict)	22,5%	22,8%
Taux d'endettement	36,6%	35,9%
Taux de liquidité (acid test)	1,55	1,49
Cash flow / dette échéant dans l'année	1,75	1,44
Résultat courant (en % chiffre d'affaires)	0,7%	0,2%
Indicateurs d'activités *	Nombre	Taux de croissance (p/r à 2016)
Admissions classiques	1 600 999	-0,7%
Journées réalisées	11 147 199	-2,4%
Hospitalisation de jour	534 411	-1,1%
* échantillon de 91 hôpitaux généraux		

¹ Ces chiffres ne concernent que les hôpitaux généraux. Ils ne reflètent pas la totalité du poids socio-économique du secteur hospitalier qui comprend également les hôpitaux académiques et les hôpitaux psychiatriques.



2. Évolutions marquantes

2.1. Le niveau des investissements reste élevé mais concentré sur quelques institutions

L'important effort d'investissement réalisé depuis 5 ans dans le secteur des hôpitaux généraux se poursuit en 2017 (1,5 milliard d'euros d'investissement brut se traduisant par une progression nette de 5,6% des immobilisations corporelles).

En 2017, l'effort d'investissement résulte principalement de la mise en exploitation de quelques gros projets concentrés sur quelques institutions et initiés il y a plusieurs années déjà. Au niveau du bilan, cela se traduit par un glissement partiel de la rubrique des «immobilisations en cours» (-25,4%) en faveur de la rubrique des «terrains et constructions» (+12,4%).

Cet effort d'investissement se traduit par une progression régulière des actifs immobilisés du secteur hospitalier dont la part relative s'établit en 2017 à 55% du total du bilan (contre 53,4% en 2013). Cet effort d'investissement a permis d'améliorer le niveau d'ancienneté global des infrastructures hospitalières (61% de la valeur comptable d'acquisition contre 59% en 2016).

Les investissements en équipement médical et non médical (dont 44% sont liés à l'IT) sont stables. Ils ont permis d'assurer une stabilité de l'indicateur d'ancienneté.

2.2. Structure bilantaire globalement saine, mais présentant de fortes disparités selon les institutions

Les hôpitaux généraux analysés présentent en 2017 un bilan agrégé de 19,9 milliards d'euros, en progression de 2,9% par rapport à l'exercice précédent. La structure financière bilantaire des hôpitaux reste globalement saine. La part des fonds propres (définis au sens strict, c'est-à-dire hors subsides pour investissement) par rapport au total du bilan s'établit à 22,8%, en amélioration par rapport à 2016 (22,5%).

Ce taux moyen pour l'ensemble du secteur masque cependant de fortes disparités selon les institutions. Ainsi 42% des institutions présentent un taux de solvabilité inférieur à 20% (et même 16% un taux inférieur à 10%).

En dépit de l'effort d'investissement resté soutenu en 2017, le taux d'endettement financier, soit le degré de financement des hôpitaux auprès du secteur financier, marque un léger recul. Il s'élève désormais à 35,9% du total du bilan, contre 36,6% l'exercice précédent. Ce taux d'endettement présente lui aussi de fortes disparités selon les institutions. C'est ainsi que 12% des institutions présentent un taux d'endettement supérieur à 50%.

Plus fondamentalement, on relèvera que 24 institutions (soit plus de 25%) ne dégagent pas **un cash flow suffisant** en 2017 pour couvrir la partie de leur dette arrivant à échéance au cours de l'exercice. Elles n'étaient que 16 dans cette situation en 2016.

À l'avenir, les nouveaux modes de financement des infrastructures hospitalières, désormais régionalisés, pourraient accentuer les disparités entre les institutions disposant d'une capacité d'autofinancement et celles devant recourir à l'emprunt à long terme.

Enfin, le taux de liquidité, c'est-à-dire la capacité des hôpitaux à faire face à leurs engagements à court terme, reste largement supérieur à l'unité, bien qu'en diminution (1,5).



2.3. Nouveau léger ralentissement du chiffre d'affaires

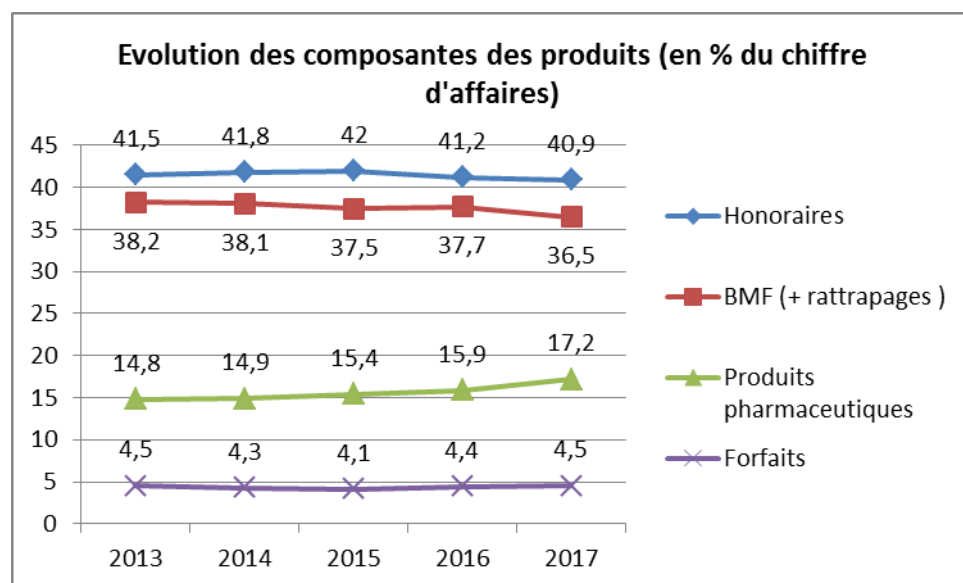
Le chiffre d'affaires des hôpitaux généraux s'élève à 14,5 milliards d'euros en 2017, en légère progression par rapport à l'exercice précédent (+2,7%).

En réalité, la progression du chiffre d'affaires a été principalement soutenue par l'évolution des produits pharmaceutiques, en concordance avec l'évolution des achats pharmaceutiques, (+11,1%) et des forfaits (+4,7%).

Le budget de moyens financiers (BMF) et les honoraires, soit les deux principales composantes du chiffre d'affaires, enregistrent un nouveau ralentissement avec une croissance limitée des honoraires (+2,1%) et même une évolution légèrement négative pour le BMF (-0,1%).

Le BMF alloué par la Santé publique pour couvrir les frais d'admission et de séjour des patients dans l'hôpital représente 36,9% du chiffre d'affaires. Depuis plusieurs années, le BMF progresse à un rythme inférieur à celui du chiffre d'affaires, de sorte que son poids relatif décroît régulièrement (36,3% en 2017 et 38,2% en 2013).

Cette évolution à la baisse s'explique à la fois par la mise en œuvre de nouvelles mesures d'économies en 2017 (près de 75 millions d'euros) mais aussi par l'impact de la régionalisation du financement des infrastructures (sous-parties A1 et A3). L'implémentation progressive des nouveaux mécanismes de financement adoptés par les Régions (selon des rythmes variables) se traduit déjà en 2017 par une progression plus soutenue des «autres produits d'exploitation» (+11,3%) qui intègre partiellement la nouvelle intervention régionale.



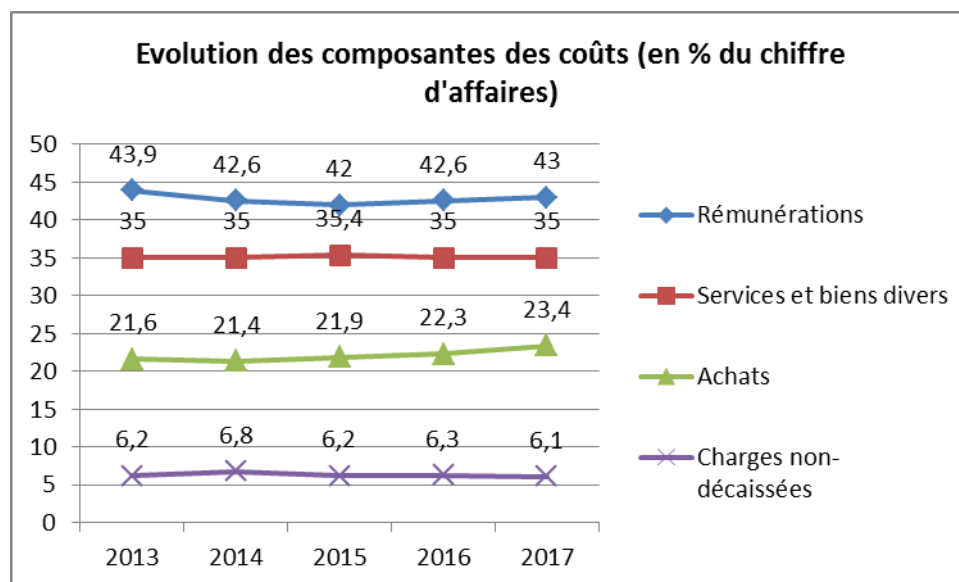
Les **honoraires** médicaux (40,9% du chiffre d'affaires) subissent également une progression très modérée (+2,1%), légèrement supérieure à l'exercice précédent (+1,7%) mais sensiblement inférieure aux années antérieures (+3,9% en 2015 et +4,1% en 2014).

Les **produits pharmaceutiques** enregistrent par contre une progression spectaculaire de +11,1% (contre +4,0% en 2016 et +7,1% en 2015), en concordance avec l'évolution des achats pharmaceutiques. Il en résulte un poids relatif croissant dans l'ensemble du chiffre d'affaires (17,2% en 2017 contre 15,9% en 2016 et 14,8 % en 2013).

Les **forfaits** (principalement en hospitalisation de jour et en conventions INAMI) représentent 4,5% du chiffre d'affaires et renouent pour la 2^e année consécutive avec une évolution plus dynamique (+4,7% en 2017 contre +5,0% en 2016 contre +0,3% en 2015).



Les **coûts d'exploitation** progressent de +3,8%, c'est-à-dire à un rythme plus élevé que le chiffre d'affaires (+2,7%) et que celui de l'inflation (1,87% pour l'indice santé). Cette évolution est principalement imputable aux **achats** (23,4% du chiffre d'affaires) qui progressent de 7,8% en 2017. Parmi ceux-ci, on pointera la progression des achats pharmaceutiques de 10,0% (soit près de 237 millions d'euros d'augmentation) et qui concorde avec l'évolution des produits pharmaceutiques évoquée plus haut.



Les **services et biens divers** (35% du chiffre d'affaires) enregistrent une progression plus modérée de 2,6% (soit un rythme comparable au chiffre d'affaires). Parmi ces derniers, la rétributions des médecins (rétrocession d'honoraires) progressent également de 2,6%, en concordance avec l'augmentation des recettes y afférentes.

Pour la 2^e année consécutive, les **rémunérations du personnel** connaissent un taux de croissance plus élevé en 2017 (+3,7%) que celui du chiffre d'affaires (+2,3%). Depuis 2014, les coûts salariaux évoluent à un rythme croissant (+0,6% en 2014, +2% en 2015).

Les coûts salariaux représentent 43% du chiffre d'affaires des hôpitaux de sorte que leur évolution a un impact déterminant sur les résultats dégagés par le secteur.

La progression observée en 2017 s'explique davantage par une progression du coût moyen salarial (+3,0%) que par une croissance du nombre d'ETP (+0,7%). La croissance du coût moyen salarial plus élevée au cours de ces 2 dernières années s'explique partiellement par l'indexation des salaires intervenue en juin 2016 et 2017 (indice pivot de 2%).

L'emploi direct dans le secteur des hôpitaux généraux (y compris les intérimaires et le personnel mis à disposition par d'autres institutions publiques) représente près de **95.000 ETP**. Ce chiffre ne reprend pas les médecins indépendants, car ils ne figurent pas au payroll des hôpitaux généraux.

2.4. Nouvelle détérioration du résultat courant qui ne représente plus que 0,2% du chiffre d'affaires

Le **résultat courant** des hôpitaux généraux (qui constitue le meilleur indicateur de résultat étant donné qu'il n'est pas influencé par les opérations exceptionnelles) s'établit à 28,7 millions d'euros en 2017, en baisse de 67,1 millions par rapport à l'exercice précédent (soit un recul de 70%). En termes relatifs, le résultat courant se détériore également fortement et ne représente plus que 0,2% du chiffre d'affaires (contre 0,7% en 2016 et plus de 1% encore en 2014), ce qui traduit la faiblesse du résultat généré par les institutions.



Cette fragilité financière est d'autant plus perceptible si l'on observe qu'un nombre croissant d'institutions présentent un résultat courant négatif. Elles sont 39 institutions déficitaires (soit plus de 40%) en 2017, contre 30 en 2016.

Le **résultat de l'exercice** (résultat exceptionnel compris) s'élève quant à lui à 130 millions d'euros (0,9% du chiffre d'affaires) et se réduit de moitié par rapport à 2016 (254 millions d'euros, soit 1,8% du chiffre d'affaires).

Comme les années précédentes, la comptabilité analytique fait ressortir la marge négative réalisée dans **les services hospitaliers**. Par tranche de chiffre d'affaires de 100 euros, ceux-ci enregistrent une perte de 1,46 euros en 2017. La marge positive réalisée par les hôpitaux généraux grâce à la **pharmacie** (1,21 euros) et aux **services médico-techniques** (2,02 euros) joue néanmoins un rôle important pour compenser le sous-financement existant au niveau du budget des moyens financiers (BMF). Le résultat final est également influencé négativement par la marge négative des services de **consultation** (0,78 euros pour 100 euros de chiffre d'affaires).

2.5. Activités: évolutions différenciées en fonction des services

Au cours de ces dernières années, et afin de répondre aux besoins croissants de la population vieillissante, le secteur a procédé à la reconversion de lits (principalement à partir des lits de chirurgie C-D en faveur des services de gériatrie (lits G) et de revalidation (lits Sp). Ce processus s'est opéré jusque fin 2016 et un moratoire bloque désormais toute nouvelle reconversion jusqu'en 2019.

Depuis plusieurs années, l'activité de l'ensemble des services d'hospitalisation classique montre des signes de stagnation.

Par rapport à 2016, le **nombre d'admissions hors hospitalisation de jour chirurgical** se réduit de -0,7% tandis que le nombre de journées d'hospitalisation marque un recul plus prononcé de -2,4%. Même si la réduction des admissions est légère, elle amorce peut-être une rupture dans l'évolution positive enregistrée depuis de nombreuses années et demande à être confirmée en 2018.

Alors que l'on assistait depuis plusieurs années à un processus de substitution de l'activité des services d'hospitalisation classique par l'hospitalisation de jour (en chirurgie) et les activités ambulatoires, le nombre d'admissions en hospitalisation de jour chirurgical enregistre lui aussi un recul de 1,2% en 2017.

Les **durées moyennes de séjour** continuent par ailleurs à se réduire pour la majorité des services. Tous types de lits confondus, la durée moyenne de séjour s'établit à 7 jours (en recul de 1,8%).

3. Conclusions

Au niveau agrégé, le secteur des hôpitaux généraux continue à présenter une structure bilantaire saine que ce soit en terme de solvabilité, d'endettement ou de liquidité.

Les ratios bilantaires dégagés au niveau du secteur présentent toutefois de fortes disparités selon les institutions; un nombre croissant d'entre elles ayant un taux de solvabilité inférieur à 20%.

Les évolutions au niveau des comptes de résultats et des indicateurs d'activité **sont par contre nettement plus préoccupantes**. Le résultat courant ne représente plus que 0,2% du chiffre d'affaires tandis que 39 institutions (soit plus de 40%) présentent une situation déficitaire en 2017.



Au cours de ces prochaines années, le secteur hospitalier restera confronté à des défis majeurs, affectant à la fois son fonctionnement, son organisation et son financement. Outre les évolutions sociétales (vieillesse de la population, numérisation de l'économie, évolution des technologies médicales...), le secteur hospitalier devra affronter avec succès la mise en œuvre de réformes initiées tant par le niveau fédéral (constitution de réseaux, système de financement par cluster, IFIC...) que régional (financement des infrastructures), tout en évoluant dans un cadre budgétaire contraint.

La fragilité financière croissante du secteur interpelle quant à sa capacité, du moins pour un nombre élevé d'institutions, à pouvoir affronter ces défis avec succès.

Contact presse

Belfius

Ulrike Pommee

ulrike.pommee@belfius.be / press@belfius.be

02 222 02 57

www.belfius.com

